

SOCOL NATIONAL 1.2 - Communication

Compte-rendu du webinaire ISES – 26 juin 2019

Rapport international 2019 sur le marché des EnR (REN21)

Webinaire organisé par l'ISES.

Présentation de Duncan GIBB – REN21 (The Global Status Report of Renewables - REN21's 2019 GSR Report).

La capacité globale d'énergie renouvelable a augmenté de 8% en 2018 (avec un ajout de 181 GW de capacité de production EnR, dont 100 GW par le photovoltaïque uniquement). A la fin de 2018, les EnR contribuaient à hauteur de 26% à la production totale d'électricité dans le monde, dans un contexte général d'augmentation de la consommation totale d'électricité, et d'énergie finale en général.

Le PV est l'EnR dominante dans le mix de production EnR, alors que l'éolien décline. Ces 5 dernières années, le marché a augmenté de 150% ; une part importante de cette croissance étant portée par la Chine, même si, pour la première fois depuis 2014, le marché chinois a chuté (-15%) en 2018. Depuis 2016, les Etats-Unis, l'Inde et l'Australie sont en forte croissance. Le PV flottant a passé en 2018 pour la première fois la barre de 1GW. Le PV permet également de fournir l'accès à l'électricité off-grid à 150 millions de personnes en Afrique et Asie.

Le solaire thermique à concentration (Concentrated Solar Power ou CSP) a également cru en 2018 (+11% de capacité installée dont 4 GW pour les USA et l'Espagne combinés), 5 GW sont encore sur le carnet de commande. A fin 2018, on comptait 17 GWh de stockage solaire thermique opérationnel en conjonction avec l'utilisation de centrales CSP. Les leaders mondiaux sont la Chine, l'Inde et les USA, avec une forte présence des pays émergents.

Au niveau mondial, les investissements en énergie renouvelable ont baissé en 2018. Ceci est dû essentiellement à la Chine (le marché se contracte suite à des changements de politique) car cette tendance n'est pas observée dans les autres pays, et à la baisse du prix des équipements PV (certains vendent parfois à perte pour garder leurs parts de marché).

Il existe un paradoxe certain puisque plus de la moitié de la demande en énergie finale concerne la chaleur et le froid, et le transport, pas l'électricité. Or, la part d'EnR dans les apports en énergie pour la chaleur et le froid augmente très lentement ; le taux de croissance du solaire thermique ralentit (2% pour une capacité de 480 GW_{th}, correspondant à 33 GW_{th} ajoutés en 2018 soit 4% de moins qu'en 2017). Ceci s'explique par les politiques engagées, en général en faveur du PV et moins en soutien du ST (162 pays soutiennent le développement du PV, contre 47 menant une politique de soutien à la chaleur solaire).

Autre frein au développement du solaire thermique : les énergies fossiles sont toujours fortement subventionnées. Le développement d'une taxe sur le carbone ne se fait que lentement (seulement 54 initiatives en ce sens au monde) alors qu'il s'agit là de l'un des mécanismes clefs pour encourager la croissance des EnR dans les secteurs du chaud et du froid, ainsi que du transport.

Enfin, les villes représentent 65% de la demande globale en énergie et dans de nombreux cas, elles sont à l'origine de mesures plus fortes en faveur des EnR qu'au niveau national, avec des objectifs plus ambitieux en matière d'environnement que les instances gouvernementales. Il est donc important de prendre cet élément en considération dans le paysage global des actions entreprises dans un pays. Certains fournisseurs d'énergie sont également en train d'effectuer une transition vers les EnR.

La transition vers les EnR est possible. Les actions à mettre en place sont notamment :

- Mettre sur un même pied d'égalité les énergies en retirant les subventions aux énergies fossiles et en taxant le carbone ;
- Favoriser une intégration du secteur EnR comprenant l'électricité, la chaleur et le froid, et le transport ;
- Aligner les politiques nationales et locales ;
- Etablir un lien avec l'efficacité énergétique en mettant en place des initiatives de soutien aux EnR.

La communication avec les citoyens est un pivot central de la prise de décision et doit être intégrée à la mise en œuvre des mesures politiques.